

le monde libertaire



Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

7 AU 13 MAI 1992

N° 870

10,00 F

ETATS-UNIS

Noire révolte

EDITORIAL

Fuck the police !

L'Amérique, c'est loin et pourtant si proche à la fois. L'émeute s'étendant fait échafauder des rêves de révolution. La Révolution française est née à partir de crises frumentaires, ne l'oublions pas. Les greniers à blé vides ont conduit à la prise de la Bastille. Les saccages orchestrés du côté de Beverly Hills ou d'Hollywood sont-ils susceptibles de déboucher sur autre chose que la simple reprise individuelle à vaste échelle, qualifiée de pillage ? A en croire les médias, ce n'est pas le cas. Mais quelle société souterraine se forge-t-il en marge de la société aseptisée de l'Amérique des bien-pensants ? Mystère ! De ceci, rien ne filtre, hormis la guerre que se livrent les gangs. Guerre aux accents féodaux. Rapines de gens d'armes, qui n'avaient rien de gentils damoiseaux. L'Amérique vit-elle son Moyen Age ? Après un *dark age* de western, où « Cro-Magnon » portait un Colt, calibre 45.

Fuck the police ! L'insulte résume le poids du malaise social d'une Amérique technologiquement avancée mais historiquement jeune, et donc en perpétuel mouvement et bouleversement sous le vernis de l'*American way of life*, tant vanté par une culture impérialiste à la Mickey Mouse.

La Californie, vitrine de l'Amérique et du libéralisme, s'est mise à voler en éclats sous la pression sociale. La misère fouette les sangs des tenants du capitalisme. L'intolérable déborde sur les trottoirs d'Hollywood. Sale moment pour la « Bushmania ».

TRENTE millions. Ils sont trente millions aux Etats-Unis à être considérés comme « pauvres », dont douze millions d'hyper-pauvres (1). Des Blancs mais surtout des Noirs, comme ceux des quartiers chauds de Los Angeles, Chicago ou Atlanta. 15% de la population vit en deçà du « seuil de pauvreté ».

Un enfant sur huit, soit plus de 5 millions d'entre eux, ne mange pas à sa faim. Aujourd'hui, en moyenne, les revenus d'un patron de grande entreprise sont plus de 100 fois supérieurs à ceux d'un ouvrier.

On pourrait ainsi multiplier les chiffres et les exemples sur cette figure emblématique du capitalisme triomphant, tant les Etats-Unis, sur bien des aspects, n'ont rien à envier au sort que certains Etats du tiers monde réservent à leurs concitoyens.

Evidemment et régulièrement, ces injustices, ces inégalités finissent par devenir insupportables. A Los Angeles, la goutte d'eau a été l'acquiescement des quatre policiers blancs coupables de violence à l'encontre d'un automobiliste noir. Scénario devenu classique. Que ce soit en France, à Vaulx-en-Velin, à Dreux, à Mantes-la-Jolie ou en Afrique du Sud, à Soweto, ou encore à New York, on retrouve les mêmes causes : bavures policières, injustices flagrantes, meurtres raciaux, produisant les mêmes effets : révoltes, émeutes et répression policière !

Mêmes causes, mêmes effets et mêmes responsables. Bien sûr, les commentateurs hexagonaux ont souligné la violence des émeutiers américains (40 morts et 900 blessés).

(Suite p. 3)

« L'actualité du mois en dessins »
P. 7



CONTRE LE BLOCUS

Dérive dans le mouvement de soutien au peuple irakien

René Berthier s'inquiète. La dénonciation de l'embargo imposé à l'Irak, qui provoque chaque jour la mort de centaines d'enfants, semble pour certains se confondre avec un soutien au régime de Saddam Hussein. Par des exemples à l'appui : l'association « Alerte » et un article paru dans son bulletin, signé Claire Pascal, confirmant cette dérive, René Berthier démontre et dénonce.

PENDANT la guerre du Golfe, ceux qui s'opposaient à l'intervention militaire marchaient côte à côte, sans distinction. Aujourd'hui, même si nous devons continuer à militer pour la levée du blocus, il est peut-être temps de faire un bilan critique. En effet, les mois qui ont suivi la fin de la guerre ont révélé que les motivations de ceux qui s'opposaient à la guerre n'étaient pas uniformes, et il convient de s'interroger sur l'opportunité d'unir nos efforts avec certains d'entre eux.

Ainsi, le bulletin de l'association « Alerte contre le nouvel ordre mondial », dont nous avons régulièrement répercuté les initiatives dans *le Monde libertaire* et à *Radio Libertaire*, publie dans son n° 4 un article signé Claire Pascal, intitulé « Vive la résistance du peuple irakien ! » qui révèle le clivage qui a pu se creuser entre deux lignes d'interprétation concernant les événements (1), et que je pourrais résumer ainsi :

- la guerre a-t-elle été une lutte de libération nationale du peuple irakien contre l'impérialisme occidental, et plus particulièrement contre l'impérialisme américain ?
- a-t-elle été d'abord un conflit interne à l'impérialisme dont le prolongement revêt des formes mystifiantes de combat pour maintenir l'indépendance nationale ?

Si on en juge par l'article de Claire Pascal, la première hypothèse est la bonne.

Les Irakiens, dit-elle, « se battent pour leur indépendance ». « Tout un peuple, sous la direction de son gouvernement, a entrepris la reconstruction de son pays ». Claire Pascal fait justement remarquer que des gouvernements, « dont celui de la France socialiste et démocratiquement élu », ont détruit l'Irak. L'implicite de cette remarque est clair : un régime dans lequel le gouvernement est démocratiquement élu peut très bien faire des saloperies (ce qui n'est pas précisément un scoop), la démocratie n'est

Grand Timonier, qui, manifestement, devait tant manquer à l'auteur de l'article.

Claire Pascal oublie-t-elle que le régime irakien était, avant la guerre, et est toujours une dictature militaire de la pire sorte (2), dénoncée par Amnesty International pour ses exactions contre les opposants, exactions qui incluaient la torture des enfants pour faire avouer les parents ? Oublie-t-elle que l'Occident, et particulièrement les Etats-Unis, ont abondamment fourni des armes à l'Irak parce que Saddam Hussein

« Claire Pascal oublie-t-elle que le régime irakien était, avant la guerre, et est toujours une dictature militaire de la pire sorte ? »

pas un critère ; de cette façon on évite d'aborder le fait que le gouvernement irakien lui, n'a pas été élu, on évite de se poser la question : s'il l'avait été, la guerre aurait-elle eu lieu ?

Les Irakiens sont « en première ligne » dans la lutte contre le nouvel ordre mondial, ce qui accredité par conséquent la thèse que Saddam Hussein est devenu le chef de file de la lutte anti-impérialiste, le nouveau

était leur meilleur allié dans la région (3), et que Bush a largement contribué à sauvegarder à la fois l'intégrité territoriale de l'Irak, en permettant à l'aviation de Saddam Hussein de décoller pour bombarder les Kurdes révoltés (4), et la pérennité du régime, en restant passif devant la répression des chiites ? D'ailleurs, on peut dire que Claire Pascal tombe en plein dans la mystification de l'idéologie bourgeoise en repre-

nant l'idée de la menace des chiites du Sud de l'Irak manipulés par l'Iran. Le mouvement chiite irakien lié à l'Iran représente une extrême minorité (mais c'est de celle-là seulement que les médias ont parlé) alors que l'écrasante majorité de la population chiite irakienne, qui représente, soit dit en passant, 60% de la population totale du pays, se sent tout à fait irakienne ; toutes les tentatives de l'Iran, pendant les huit ans de guerre avec l'Irak, de les rallier à la cause iranienne ont échoué. Le danger de l'intégrisme chiite d'Irak est monté de toutes pièces pour susciter la crainte dans l'opinion occidentale (et archéo-maoïste, apparemment), et pour masquer le véritable danger que représentent à la fois la révolte chiite et la révolte des Kurdes : la possibilité de l'instauration, dans la région, d'une démocratie bourgeoise toute bête, toute simple, mais qui aurait l'inconvénient pour l'impérialisme d'instaurer ne serait-ce qu'un minimum de contrôle sur les ressources pétrolières.

Claire Pascal oublie-t-elle que la nature du régime n'a pas fondamentalement changé depuis que la coalition impérialiste a écrasé la population irakienne sous les bombes en

(Suite p. 4)

T2137 - 870 - 10.00 F



F°P. 2520

L'Organisation socialiste libertaire suisse réaffirme son engagement révolutionnaire

Dans le n° 863 du *Monde Libertaire*, notre correspondante helvétique se faisait l'écho de la « triste figure de l'extrême gauche » en Suisse romande. Mécontent du traitement fait à l'Organisation socialiste libertaire, les animateurs de cette organisation ont souhaité un droit de réponse.

Dans cet article, paru en mars, notre correspondante évoquait les rapprochements de l'OSL avec les trotskystes et socialistes et concluait sur une « lueur d'espoir » du côté de l'Union des cercles pour une politique ouvrière (UCPO) pour sortir de l'« apathie » les révolutionnaires suisses.

Pour l'OSL, le Baron noir et rouge réplique vivement que « fédération » ne signifie pas « homogénéisation idéologique et politique » et que l'UCPO n'est pas vraiment cette lueur attendue mais plutôt un « cache-sexe lambertiste ». Message reçu.

EN DATE du 19 mars, le *Monde libertaire* a publié un article intitulé « La triste figure de l'extrême gauche » en Suisse romande. Ce texte appelle quelques commentaires tant il cumule des imprécisions, des inexactitudes et plus globalement une vision peu correcte de la situation dans ce coin de pays. L'Organisation socialiste libertaire (OSL) est citée de manière tendancieuse, alors que l'auteur de l'article n'a pas même pris la peine de nous contacter pour diversifier son information, ni même peut-être lu le n° 15 de notre revue *Confrontations* qui explicitait notre point de vue sur l'objet même de l'article.

Nous ne nous attarderons pas sur les erreurs factuelles, comme celle par exemple d'attribuer à l'un des principaux animateurs du « Groupe pour

une Suisse sans armée » une origine dans l'extrême gauche, alors qu'il n'a en réalité jamais milité politiquement ailleurs que dans le giron de la social-démocratie (Jeunesse socialiste, PS). Plus globalement, il est fait allusion à la décomposition de l'extrême gauche en Suisse romande. Ce qui, en soi, n'est pas faux, si l'on considère son poids, certes limité mais réel, dans les années post-68. Par contre, l'auteur de l'article ne manque pas de souligner une collaboration renforcée (« de plus en plus ») de l'OSL avec le Parti socialiste ouvrier (PSO), parti trotskyste, tendance IV^e Internationale (LCR en France). Formulés dans ces termes, le propos conduira un lecteur pressé ou extérieur à notre contexte à penser qu'un rapprochement idéologique, voire organisationnel, est largement entamé entre ces deux courants.

Et l'on sait l'effet d'une « information » de ce genre dans la « mouvance » libertaire française ! Or il n'en est rien, loin de là. Il est dit également que nous serions avec le PSO à l'initiative d'une fédération incluant un troisième groupe, Combat socialiste. Dans les faits, l'OSL s'est agrégée par la suite, et après moult hésitations, à une tentative de regrouper les restes de l'extrême gauche dans une fédération (parmi lesquels également d'anciens maöistes ayant rompu avec leurs dogmes passés). Ce n'est pas à des lecteurs proches de la FA qu'on apprendra qu'une fédération n'implique pas obligatoirement une homogénéisation idéologique et politique en son sein, mais qu'elle peut précisément fédérer des expériences et des cultures diverses. Pour notre part, nous sommes suffisamment lucides sur ce

« ...une fédération n'implique pas obligatoirement une homogénéisation idéologique et politique... »

qui nous sépare de nos « partenaires » dans cette fédération en voie de constitution, à tel point qu'il a toujours été hors de question de nous dissoudre dans un regroupement pour l'heure fort confus. Et il a été dit et écrit dès le départ que nous maintenions notre organisation libertaire avec ses modes de faire et sa spécificité (*Confrontations*, n° 15, p. 5).

Cependant, en nous associant à une démarche anticapitaliste large, nous avons conscience que la recomposition d'une opposition conséquente au système ne sera pas l'œuvre des seuls libertaires. Dans cet esprit « nous sommes prêts à débattre et à agir avec tous ceux qui comme nous se veulent révolutionnaires » (ibid, p. 4). Mais à certaines conditions, bien sûr. Comme notamment le partage de l'éthique révolutionnaire qui pose que fin et moyens sont inséparables, qui refuse l'instrumentalisation des mouvements et autres pratiques avant-gardistes manipulatoires, qui postule enfin un rapport indissociable entre socialisme et liberté. Bref, un ensemble d'exigences fortes, qui ne sont pas données d'avance. C'est dire que notre participation à cette fédération est non seulement heurtée, difficile, voire décevante pour l'instant, mais aussi susceptible d'être remise en question suivant les développements à venir.

Revenons maintenant sur la question du PS. Si, toujours notre auteur avait simplement lu notre journal, elle y aurait remarqué les critiques acerbes contre toute tentative de soumettre une politique révolutionnaire à une logique institutionnelle ou électoraliste. Il va sans dire que les intrigues de certains membres de cette fédération avec la gauche de la social-démocratie ne nous tentent guère, et seraient même plutôt des raisons de conflits sérieux avec nous. Que les copines et copains français se rassurent donc : il n'est point de libertaires, en tout cas à l'OSL, qui « négocient en secret leur adhésion au PS ». Dans la mesure où l'auteur de l'article ne cite pas ses sources (un laconique « nous apprend-on » résume l'origine de l'« information »), il est à espérer que celles-ci ne se limitent pas à des sources journalistiques post-modernes peu fiables et largement mal intentionnées à l'égard de la gauche révolutionnaire, toutes tendances confondues (*Le Nouveau Quotidien* de Lausanne du 22 février 1992 a sorti ce « scoop »).

Enfin, le sérieux de l'article est définitivement mis en doute par les perspectives de recomposition qu'il dégage. On nous présente, en effet, comme « unique lueur d'espoir » un regroupement intitulé Union des cercles pour une politique ouvrière (UCPO) rassemblant des militants de diverses tendances. A moins de supposer que l'auteur de l'article est ignorante des

courants d'extrême gauche, ce dont nous doutons, il est surprenant de voir une libertaire accorder du crédit à ce qui n'est en réalité qu'un cache-sexe lambertiste. Car enfin, à ne pas dire au lecteur français que cette fameuse UCPO est en Suisse romande l'équivalent de ce qu'est le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPTT) en France, il est un pas dans la désinformation qui est largement franchi. Et comme en France avec le MPTT, il est toujours quelques idiots utiles pour faire apparaître comme pluraliste une structure contrôlée directement par le parti trotskyste lambertiste (en Suisse, l'Organisation socialiste des travailleurs [OST]).

Pour conclure, on peut espérer que les informations sur la Suisse romande publiées dans le *Monde libertaire* seront moins tendancieuses... et plus sérieuses. Dans cette perspective, les camarades de l'OSL ne sont pas fermés à toute demande d'informations sur sa démarche et ses actions, bien au contraire. Point besoin de partager notre point de vue, certes, pour les obtenir et en parler. Mais notre point de vue, encore faut-il l'entendre et ne point le supposer, ou le construire sur la base de ragots. Seule la vérité est révolutionnaire, camarades !

Salutations libertaires et révolutionnaires.

Pour l'OSL,
le Baron noir et rouge
(le 31 mars 1992)

MISE AU POINT

Ni manque de sérieux ni désinformation

Depuis plusieurs mois, notre correspondante suisse nous adresse régulièrement des infos et analyses. Il a fallu attendre son court article sur l'extrême gauche romande pour que nos voisins libertaires de l'OSL se fassent connaître de nos lecteurs. On sait, hélas ! le peu de cas qui est souvent fait de la circulation de l'information en milieu libertaire... La Suisse et ses organisations libertaires n'y échappent pas. Puisque l'article de notre correspondante a eu le don d'éclairer une situation, espérons que le *Monde libertaire* pourra se faire l'écho continu des activités militantes helvétiques, ceci par le biais de futurs communiqués et, pourquoi pas, de brèves ou d'articles.

Sur le fond, l'article paru dans nos colonnes le 19 mars est loin d'être « tendancieux ». Bien au contraire. Notre correspondante s'inquiétait de la « débandade » de l'extrême gauche, ce que reconnaît l'OSL, et voulait simplement, en évoquant l'UCPO, montrer quelques « lueurs d'espoir » (pour reprendre encore une fois sa formule) possibles chez certains militants helvétiques. Tout en se gardant bien, d'ailleurs, d'y voir là l'opération miracle pour sortir de l'« apathie » ambiante, et en précisant aussi la part de sensibilité trotskyste de cette UCPO.

Il n'y avait dans ses propos ni désinformation ni manque de sérieux mais plutôt une tentative de bousculer un peu le Landerneau révolutionnaire suisse, pour que nos lecteurs soient conduits à savoir un peu ce qui s'y déroule. Pari tenu, en partie, avec cette mise au point et l'article de notre correspondante.

Le Comité de rédaction

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Rotos de l'île-de-France,
20, rue de la Victoire, 93150 Le Blanc-Mesnil
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

1^{er} MAI

Retour des manifs

On aurait pu craindre le pire : vacances scolaires, week-end prolongé, désintérêt pour les rituels... et bien non, à Paris et en province, les défilés du 1^{er} Mai ont été au rendez-vous.

A Paris, ils étaient des milliers à se promener entre la place de la République et celle de l'Opéra. Derrière l'écrivain Gilles Perrault, Harlem Désir (SOS-Racisme) et Louis Viannet, conduisant une CGT qui avait fait le plein de ses militants de la région parisienne, on retrouvait les habitués.

La CGT, fidèle au poste, avait convoqué tous les syndicats des employés des Postes aux retraités, du Livre à Renault. Ce fut, une nouvelle fois, l'occasion d'entendre les belles langues de bois d'une haute portée revendicative : « Oh-la-la, la CGT, on est toujours là ! ». Au niveau syndical, suivaient, en vrac, la FEN, flanquée des militants de « Ras-le-Front » (qui avaient, eux, un orchestre et où les chants étaient plus riches) ; quelques égarés de la CFDT des Transports et, plus nombreux, des militants du SUD-PTT.

En fin de manif, le cortège du CASIF (le collectif des assistantes sociales) était bien

le rare groupe à pouvoir afficher dynamisme et féminisme. C'est d'ailleurs la première fois qu'un collectif de lutte défilait ainsi un 1^{er} Mai, de façon aussi déterminée, et ceci des semaines après un mouvement de grève. Même les infirmières n'ont pas pu en faire autant.

Mais surtout, cette fête du travail à la parisienne a été celle des communautés turque et kurde. Les représentants de ces deux communautés n'ont jamais été si nombreux. Plus rouge que rouge, Mao et Staline en tête, femmes et enfants en pousettes. L'embranchement allait bon train. Tout à la fin, les militants kurdes scandaient : « Turquie fasciste, Mitterrand complice ! »

Enfin, en milieu de cortège, les libertaires détonnaient agréablement avec leurs banderoles noires. Cette année, les antifascistes de Reflex, l'Organisation communiste libertaire, le syndicat CNT et la Fédération anarchiste ont marché ensemble. Belle manif.

Les badauds et les bienheureux, attablés aux terrasses des cafés, ont même pu profiter des invendus du *Monde libertaire*. Nous avons raté, là, de belles photos publi-

citaires : des dizaines de consommateurs, sous le soleil, lisant attentivement l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste !

En province, c'est aussi dans un certain unité que les manifestants ont défilé à Marseille (10 000 personnes), à Lyon (3 500), à Bordeaux, Toulouse... Là encore, on pouvait retrouver dans la rue les anarchistes.

Que cela soit pour l'emploi, contre le racisme, contre les exclusions à Paris, comme en province, l'esprit de solidarité et d'égalité de cette vieille fête du travail a été respecté.

Quant à l'Europe sociale, revendiquée le matin même par Mitterrand sur Europe 1, seules la CFDT et les grands chefs de la FEN ont voulu y croire en manifestant à la frontière belge avec d'autres organisations syndicales européennes.

Force ouvrière, elle, enfermée dans sa logique isolationniste n'était ni à Paris ni en Europe (!) mais à Lyon pour clore son 17^e congrès. Bon point, quand même, elle a rendu hommage aux canuts.

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

Echos de presse

Piqué au travers de la presse du 2 mai (le *Monde*, le *Figaro*, *Libération* et *l'Humanité*) au sujet de la fête du travail.

En Allemagne, ce fut un 1^{er} Mai de lutte. A Bonn, les syndicats, profitant des rassemblements, ont annoncé un durcissement de la grève des services publics, exigeant de substantielles augmentations de salaires.

Sur TF1, au Journal de 20 heures, les autonomes, « ces anarchistes du quartier de Kreuzberg » (Berlin), étaient mis en avant pour illustrer la manifestation radicale qui s'est déroulée comme à son habitude.

En Espagne, les syndicats en ont profité pour dénoncer le projet du gouvernement socialiste visant à réduire la protection contre le chômage et annoncé une grève générale pour le 28 mai.

En Russie, la fête du travail a été rebaptisée « fête du printemps » par les autorités, qui ont organisé une grande kermesse à Moscou, sur la place Rouge,

sponsorisée par des capitaux étrangers. Néanmoins, sur ladite place, quelques milliers de communistes nostalgiques (de 15 à 20 000) ont manifesté leur attachement à l'ancien régime. « La vie était belle pour tous ! », a-t-on entendu.

En Italie, le pape est allé inaugurer (bénir) une usine du groupe Zanussi, le numéro un de l'électroménager dans le pays. Il paraît que les ouvriers ont apprécié, mais le syndicat pas trop. Le syndicat majoritaire chez Zanussi, la CGIL (proche des ex-communistes du PDS), a jugé cette intervention papale un peu « pesante ».

Plus tragique, cette année encore, des militants ont été victimes de la répression. Le 1^{er} Mai 1992, la police sud-africaine a tué. Plusieurs manifestants sont morts à Johannesburg. C'est aussi le cas en Turquie.

Moins grave, à Casablanca (Maroc), la manifestation était interdite par les autorités.

RENCONTRE INTERNATIONALE ANARCHISTE

D'autres futurs à construire

Comme le laissait déjà présager le succès de la manifestation de la veille, la rencontre internationale anarchiste du 2 mai a accueilli plus de 800 personnes dans une ambiance aussi sérieuse que conviviale.

Cette journée fut une occasion pour les libertaires des continents européen et américain de confronter leurs analyses et leurs expériences de lutte. Bien entendu, le 2 mai ne s'est pas posé comme un final, mais plutôt comme un tremplin pour construire d'autres futurs à travers de nouvelles perspectives de luttes. Si les délégations étrangères étaient nombreuses, environ une vingtaine d'associations et organisations françaises étaient aussi représentées, enrichissant les échanges et contacts de ces rencontres. En fait, les seuls vraiment à avoir fait grise mine à ces rencontres ce sont nos « amis » journalistes, pourtant largement mis au courant de cette journée.

Les Relations extérieures

NÉCROLOGIE

Gilbert Alvarez

Entre 1983 et 1986, le mardi de 12 h à 14 h, Radio Libertaire ouvrait son « Auberge espagnole ». Pendant deux heures, le « tólier », Gilbert Alvarez, et la « tenancière », Julia, égratignaient l'actualité, recevaient leurs amis, les chanteurs, et avec plein d'humour laissaient vagabonder leur humeur chansonnière sur notre antenne.

En complément, l'équipe de l'« Auberge » réalisa des travaux importants de rénovation du studio, et pendant des années tint des permanences sur le logement au 145, rue Amelot.

Nous n'entendrons plus la voix de Gilbert sur les ondes. A cinquante ans, il a « décidé » de nous quitter sans prévenir. Les copains de la radio ne l'oublieront pas.

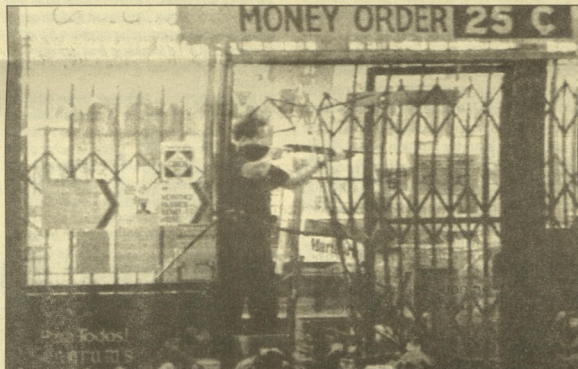
Y. P.

Noire révolte

(suite de la « une »)

sés au 2 mai). Ils ont insisté sur l'absence de politique sociale aux Etats-Unis, sur la politique ultra-libérale des années Reagan, poursuivie par Bush. Ils ont noté la détérioration généralisée des infrastructures publiques, notamment dans les grandes villes. Ils ont expliqué, recensé les maux de la société nord-américaine : « Populations sans travail [...], sans revenus [...], sans aide médicale, sans soutien familial et dans un environnement urbain qui se dégrade fortement, un tiers monde sorti dans l'opulence » (2). Ils ont dénoncé, décrié... Mais là encore ces mêmes professionnels de l'économie ou de la presse n'ont rien dit sur le système, responsable de ces ghettos sociaux et culturels. Rien ou si peu. L'Amérique, ce n'est pas l'Europe. L'Amérique, ce n'est pas la France. Mitterrand est même monté au créneau. Pour lui, ce drame est le résultat d'une « théorie extrêmement conservatrice et d'une société économiquement libérale » (3). Une société sans garde-fous. C'est certain, en France, on a le RMI, des travailleurs sociaux, des assistantes sociales, un minimum de protection sociale pour éviter les explosions trop violentes. C'est la « social-démocratie » et non l'ultra-libéralisme. La différence, voyez-vous, est énorme. Ici, on a des RMistes et là-bas, des « pauvres ». Ici, on a des banlieues et là-bas des ghettos. Ici, les immigrés veulent s'intégrer et là-bas, les Noirs veulent l'« assistantat généralisé » (selon le *Monde* du 3 mai, sous la plume de Jacques Amalric !). La France, ce n'est pas trop mal, alors que l'Amérique, par contre, ce n'est pas le Pérou !

En résumé, ce n'est pas le système économique, le capitalisme, en soi qui est mauvais, mais les excès. Et les Etats-Unis seraient, pour l'occasion, la mauvaise image de la vitrine libérale. Plus grossièrement, trois millions de chômeurs en France, malgré quelques étés ou hivers chauds dans les banlieues, cela passe. Mais encore faut-il que l'on ait un ministre de la Ville de choc, qui règlera tout ça à coups de matchs de foot... J'ai nommé Bernard Tapie. Ainsi, dit-



on, jamais de telles violences comme à Los Angeles ne pourront se produire. Jamais ! Ce qui se déroule aux Etats-Unis reste très américain. Méchamment, on pourrait penser que la communauté noire, les violences inter-communautaires, les gangs, les meurtres, la mafia, c'est uniquement *Made in USA* et non *Made in capitalism*. De toute façon, si cela arrivait chez nous, au moins avant de faire intervenir l'armée et ses chars, on enverrait d'abord les CRS, alors qu'aux Etats-Unis, on est obligé d'instaurer le couvre-feu et d'en appeler à 9 000 mili-

itaires (marines, soldats fédéraux, gardes nationaux) pour, parole de Président, « rétablir l'ordre ».

A. D.

- (1) Formule trouvée dans *l'Humanité* du samedi 2 mai, en page 5 : « Une société rongée par les inégalités, 30 millions de pauvres ».
 - (2) Editorial du *Monde*, daté du 3/4 mai.
 - (3) François Mitterrand sur Europe 1, le vendredi 1^{er} mai.
- N.B. : Outre les références ci-dessus, les chiffres et informations « brutes » ont été prises dans *Libération*, le *Figaro*, *France Infos* et *TF1* du samedi 2 mai.

APPEL EN SOUTIEN AUX ÉMEUTIERS

Le 3 mai, en matinée, a été lancé un appel à manifester le jour-même, à midi, ceci pour marquer notre solidarité avec les émeutiers américains. Nous reproduisons cet appel, et vous renvoyons à la page 5 pour le détail de ladite manifestation.

A l'appel d'une vingtaine d'organisations, de groupes et d'individus anarchistes de nombreux pays, dont la Fédération anarchiste française, un rassemblement est organisé ce jour à midi, place de la Concorde, afin de montrer notre solidarité avec les victimes de la répression de l'Etat américain.

Pour demander, avec les émeutiers, le retrait des villes de toutes les forces de répression : flics, gardes nationaux, officiers fédéraux, soldats professionnels qui une fois de plus démontrent qu'ils ne sont pas là pour protéger la population mais la mater, pour maintenir les intérêts du tric et de la propriété.

Les Relations extérieures,
Paris, le : 3 mai 1992

Associations

LES EXPOS DE L'ECOMUSÉE DE FOURMIES-TRÉLON

Atelier-musée du verre de Trélon : jusqu'au 30 octobre, se déroulent à l'Ecomusée de Fourmies-Trélon deux expositions sur le verre : « Le Verre dans le Nord de la France du XIV^e siècle à 1950 » et « Techniques de décor et de finition en verrerie - le verre aujourd'hui ».

Maison de la Fagne à Wallers-Trélon : jusqu'au 1^{er} novembre, une exposition a lieu sur le thème : « De l'extraction à l'architecture : la vie de la pierre bleue en Avesnois », avec exposition de sculptures en pierre bleue.

Maison du bocage de Sains du Nord : jusqu'au 30 novembre, se déroule une exposition sur les maisons du bocage : « Les Hommes et le bocage ». Celle-ci est complétée par une exposition temporaire (mai et juin) des Archives départementales du Nord, intitulée « Vivre au village ».

Musée du textile et de la vie sociale de Fourmies : jusqu'au 30 novembre : « Cent ans de vie sociale et d'industrie textile dans la région de Fourmies » (Ecomusée).

« Les albums de Croy » (rencontres culturelles de ORCEP) jusqu'au 18 mai. **Ecomusée de la région de Fourmies-Trélon**, BP 65, 59612 Fourmies cedex. Tél. : (06) 27.60.66.11

KAFKA

En réponse à l'assouplissement général et face à l'infiltration sournoise des idées fascistes dans le quotidien, un collectif libertaire s'est constitué à Poitiers. KAFKA, c'est son nom, aspire à regrouper toutes les tendances ou groupes anarchistes (libertaires non-organis(e)s, Fédération anarchiste, Organisation communiste libertaire, Alternative libertaire...), car nous estimons que la situation n'est pas à la querelle de clochers, mais bien au regroupement pour, ensemble, élargir nos esprits et étendre nos moyens d'action.

KAFKA est un lieu de discussion, un moyen de lutte des anarchistes sachant qu'une prise de conscience individuelle est nécessaire pour le bien-être collectif.

KAFKA c/o OAF, BP 166, 86004 Poitiers cedex.

Dérive dans le mouvement de soutien au peuple irakien

(suite de la « une »)

prenant soin de ne pas déstabiliser le gouvernement lorsque cette même population s'est soulevée (30 000 morts) ? Il semble que ce soit là une distinction sans importance. Il faut aujourd'hui « soutenir sans réserves l'Irak [le gouvernement, ou le peuple ?] comme nous avons soutenu hier le Vietnam et l'Algérie ».

Une allusion (très indirecte) à la nature du régime irakien apparaît à la fin de l'article. Tout Etat qui se réclame du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme c'est, semble-t-il selon Claire Pascal, le cas de l'Etat irakien, « est qualifié de dictature, sans autre souci d'analyse ». Ainsi le massacre de 5 000 Kurdes gazés n'est pas un élément d'analyse, ni l'extermination systématique de toute opposition politique : ce sont sans doute des péripéties.

La vertu suprême, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (à condition que ce soit l'Etat qui détermine de qui est constitué le peuple, et à condition qu'une minorité nationale représentant 20 pour cent de la population ne revendique pas trop fort) occulte tout droit de critique sur le régime politique sous lequel le « peuple » est censé disposer de lui-même. Claire Pascal s'est-elle demandée dans quelle mesure le peuple irakien (toutes ses composantes confondues) avait le droit de disposer de lui-même (avant la guerre et encore aujourd'hui) dans le cadre de son propre Etat ? Apparemment pas : « Nous devons dénoncer, dit-elle, cette conception fantasmagorique des peuples agissant indépendamment du pouvoir politique pour faire fonctionner une économie et une société développées. » La remarque est limpide : elle évacue toute possibilité d'émettre des critiques sur la nature du régime politique en place en Irak. Le peuple irakien n'existe que par son Etat. Plus étatique que Claire Pascal, tu meurs.

« Mais il est permis de porter un œil critique, précisément sur l'Etat irakien. »

Il est évident que, dans l'environnement capitaliste dans lequel nous vivons (et qui touche aussi l'Irak, rappelons-le), l'Etat joue un rôle déterminant dans les orientations économiques. Mais il est permis de porter un œil critique, précisément sur l'Etat irakien. Car c'était jadis un pays autosuffisant sur le plan alimentaire, et ce sont bien les orientations prises par l'Etat qui l'ont conduit à liquider une grande partie de l'agriculture traditionnelle en faveur d'une agriculture industrialisée, moderne certes, mais qui rendait le pays dépendant de l'étranger pour 75% de son alimentation. Ce n'est pas une conception « fantasmagorique » qui nous conduit à ces observations : c'est bien l'Etat qui, en prenant pour modèle de développement celui des puissances occidentales, a mis à mal la société civile en rendant la population dépendante du circuit monétaire international : en échange de l'argent du pétrole, on achète le blé et le riz que le pays exportait auparavant en grandes quantités (et qui manquent tant aujourd'hui).

Ce n'est pas la population irakienne qui a décidé la guerre effroyablement meurtrière de huit ans contre l'Iran. Enfin, ce n'est pas la population irakienne qui a décidé, à peine terminée cette guerre, l'invasion du Koweït.

On peut bien, aujourd'hui, comprendre que la population irakienne fasse bloc (mais est-ce vraiment le cas ?) derrière le dictateur parce qu'elle se sent agressée et parce qu'elle est meurtrie par le blocus. Ce blocus ne produit pas l'effet qu'on nous avait avancé : inciter la population à renverser Saddam Hussein. Mais affirmer que le peuple irakien est engagé dans une lutte anti-impérialiste relève de la mystification (5). Le peuple irakien essaie tout sim-

« Les initiatives d'"Alerte" sont accompagnées de la présence systématique de maoïstes... »

plement de survivre, il n'est pas, comme le dit Claire Pascal, « en première ligne » dans la lutte contre les dirigeants du nouvel ordre mondial. Il est en première ligne parmi les victimes les plus meurtries de l'impérialisme, il est à la fois la victime des gouvernements occidentaux et celle de ses propres dirigeants.

Claire Pascal semble faire partie de ces gens plus royalistes que le roi et qui défendent (de loin) les grandes causes avec plus de pugnacité que la plupart de ceux qui y sont directement intéressés. Son anti-impérialisme de pacotille considère comme progressiste par principe la moindre manifestation d'opposition à l'impérialisme, sans se soucier ni du contexte ni des objectifs poursuivis. Son attitude est exactement la même que celle des puissances impérialistes qui considèrent comme positif l'existence despires dictatures dans le tiers monde pourvu qu'elles fussent anti-communistes : elle considère qu'une dictature militaire comme le régime de Saddam Hussein est un fait positif pour la seule raison que ce régime s'oppose maintenant, après en avoir été l'allié et le gendarme, aux Etats-Unis.

Combien de militants « anti-impérialistes » ont soutenu la lutte du peuple vietnamien sans s'interroger sur le régime qui allait s'imposer avec la plus extrême violence à ce peuple ? Combien de militants « anti-impérialistes » ont soutenu la lutte du peuple algérien sans la moindre critique sur le pouvoir que le FLN allait mettre en place ? Combien de militants « anti-impérialistes » ont soutenu les Khmers rouges sans se poser la moindre question sur le régime de Pol Pot ? Combien ont même soutenu Khomeini, au début ?

Cette ardente championne de la cause palestinienne qu'est Claire Pascal devrait se souvenir que Saddam Hussein se fiche comme d'une guigne de la cause palestinienne, elle devrait se rappeler également les assassinats de leaders palestiniens commandités par lui.

L'essentiel pour Claire Pascal, ce ne sont pas les populations, c'est l'idée abstraite, désincarnée, d'indépendance nationale, dont l'Etat est la représentation. Les peuples, eux, n'ont qu'à bien se tenir.

L'article de Claire Pascal est un ramassis de lieux communs, une anthologie de langue de bois archéo-maoïste, qui ne fournit aucune information mais seulement des slogans, et des slogans dangereux par surcroît. En mettant dans le même sac le soutien à une population qui est simultanément victime d'une agression impérialiste et d'une dictature militaire, et le soutien à peine voilé au gouvernement de Saddam Hussein, elle et tous ceux qui pensent et agissent comme

elle desservent radicalement la cause que l'écrasante majorité des adhérents d'« Alerte » (du moins je l'espère) veulent défendre. Elle prend littéralement en otage la population irakienne pour l'allonger sur le lit de Procuste de ses catégories politiques. Elle utilise le soutien à la population irakienne pour faire une propagande politique qui n'a pas sa place dans une association dont les fondements ne sont pas idéologiques mais pratiques. Elle utilise le prétexte de la levée du blocus pour défendre une boutique dont manifestement elle envisage la réouverture prochaine, et dont on pensait qu'elle avait définitivement fermé.

Les initiatives d'« Alerte », relatives à l'Irak, sont accompagnées de la présence systématique de maoïstes belges... Nous pensons qu'« Alerte » est en réalité une base à partir de laquelle certains militants tentent de reconstituer un parti marxiste-léniniste, ce qui en soi n'est pas condamnable, évidemment. Ce qui est condamnable, c'est que les adhérents d'« Alerte » ne soient pas au courant...

Un tract d'« Alerte », reprenant le texte de l'article de Claire Pascal et distribué lors du rassemblement du 11 avril organisé par la Coordination pour la levée de l'embargo, semait la confusion entre les deux associations. Voilà des méthodes bien connues. Les adhérents d'« Alerte » qui n'ont pas été consultés sur la rédaction de ce tract seront au moins fixés...

Le discours de Claire Pascal retourne contre la cause que nous défendons des sympathies qui, autrement, nous seraient acquises. Elle somme littéralement des gens qui voudraient soutenir la population irakienne à prendre position pour le régime. Elle conditionne littéralement le soutien à la population irakienne à l'absence de critique contre le régime politique de l'Irak. Elle réintroduit dans une association (dans laquelle il y a forcément des Irakiens) destinée à soutenir une population martyrisée les clivages meurtriers qui existaient entre partisans et adversaires du dictateur.

Son article, enfin, est une injure aux innombrables victimes irakiennes du régime de Saddam Hussein.

Souvent, lors de conversations privées, ou lors de nos émissions sur Radio Libertaire, nous avons entendu cet argument : il ne faut pas, il ne sert à rien d'attaquer Saddam Hussein, parce que le

« Nous n'assimilerons jamais le soutien à un peuple au soutien à son Etat. »

peuple irakien a pris trop de coups, parce que ce que Saddam Hussein a fait est hors de proportion avec ce qu'a fait Bush, parce que quoi qu'on dise, dans le contexte actuel, attaquer Saddam Hussein c'est attaquer tous les Irakiens, etc.

Nous, militants anarchistes, pensons au contraire que le soutien au peuple irakien n'a de sens que si on le soutient jusqu'au bout, en condamnant son dictateur ; nous n'assimilerons jamais le soutien à un peuple au soutien à son Etat ; nous pensons que c'est une mystification que d'assimiler à une lutte de libération nationale la résistance acharnée de l'Etat baasiste à se maintenir au pouvoir. Nous devons réaffirmer que Saddam Hussein se fiche éperdument de la cause palesti-

nienne, que sa prétention à « rassembler les Arabes » n'est que la manifestation d'une volonté étatique d'hégémonie régionale.

Je pense que le soutien au peuple irakien doit être unitaire, et c'est pourquoi j'invite les militants libertaires à agir dans le cadre de l'association qui apparaît comme la seule crédible, la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak. Mais cette action doit se faire aussi sur la base de la dénonciation des mystifications qui pourraient être véhiculées ici ou là, et que certains pourraient être tentés d'imposer.

René Berthier

(1) Il convient de ne pas confondre l'association « Alerte », qui intervient à l'occasion sur la question de la levée de l'embargo, et la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak.

(2) La lecture du rapport d'Amnesty International pour 1989 révèle la nature du régime dans toute son horreur.

(3) Entre 1967 et 1970 la France passe du 23^e au 3^e fournisseur de l'Irak. En novembre 1975, signature d'un accord pour la fourniture, par la France, d'un réacteur nucléaire. Pendant la guerre Iran-Irak, Saddam Hussein a reçu 400 milliards de francs d'armements. De 1985 à 1990 les USA vendent à l'Irak pour 1,5 milliard de \$ d'équipements militaires. Six mois avant l'invasion du Koweït, les Etats-Unis soutenaient l'Irak devant la commission des droits de l'homme de l'ONU. En février 1992 un rapport de la chambre des représentants des Etats-Unis révèle qu'au moins 13 sociétés US aidèrent l'Irak dans son programme nucléaire. Etc. De là à déduire que le dictateur irakien n'est qu'un mauvais élève de l'Occident... (Cf. *Le Massacre était presque parfait*, p.24, publié par « Les Amis de Pierre Kropotkine ».)

(4) William Safire, du *New York Times*, écrit que Bush « ne voulait pas que le peuple irakien se rebelle ; il voulait seulement que les militaires changent de dictateur [...] Mais en changeant d'attitude au sujet de la protection aérienne des Kurdes, le président est en fait intervenu au côté de Saddam Hussein. Une fois qu'il avait donné l'arme de la terreur par bombardement au boucher impitoyable de Bagdad, M. Bush abandonnait des milliers de combattants kurdes à la mort et leurs familles à la famine. » (Op. cit., p.23.)

(5) C'est sans doute dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme que Saddam Hussein a augmenté les salaires des militaires de 65% et ceux des policiers de 35%...

A lire : *Le Discours libéral de la guerre*, publié par le groupe Février de la Fédération anarchiste. Une analyse de la position libérale pendant la guerre, une dénonciation de la trahison des intellectuels, « non pas parce qu'ils auraient dû nécessairement être opposés à l'intervention militaire, mais parce qu'ils sont devenus les prédateurs d'une cause qu'ils ont défendue sans intelligence, sans arguments, et en étalant avec une ostentation scandaleuse la plus crasse ignorance de ce dont ils parlaient. » 15 francs, à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Medias et guerre du Golfe : *Le Massacre était presque parfait*, édité par « Les Amis de Pierre Kropotkine ».

LECTRICES & LECTEURS DU « MONDE LIBERTAIRE », AGISSEZ !

Pour tout contact concernant l'action sur la levée du blocus en Irak, écrivez à l'émission « Les Chroniques du nouvel ordre mondial », Radio Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

EX-YOUGOSLAVIE

SERBIE - Dusan Brankovic et Goran Stankovic, les premiers déserteurs fédéraux, ont été jugés en décembre. Ils ont écoppé de 15 et 9 mois de prison pour « résistance à leurs supérieurs ». D'autres réfractaires à la guerre ont été obligés de déminer des champs !

VOJVODINA (région autonome de Serbie) - Le Mouvement de la paix de Pancevo chiffre à 170 le nombre de jeunes qui ont refusé le service militaire. Toujours selon la même source, 25 000 membres de la minorité hongroise ont abandonné le pays pour échapper à la conscription.

ESPAGNE

« Paideia » est une association alternative d'Extremadure. Elle gère une école et édite un bulletin, *la Samblea*. Ce collectif est très demandeur d'infos, d'articles, d'échanges. Dans son dernier numéro, la Samblea aborde plusieurs thèmes chers aux libertaires : le féminisme, l'écologie... et réaffirme la « nécessaire rupture avec la pédagogie autoritaire ». Un numéro spécial a été publié également pour soutenir six paysans emprisonnés lors d'une manifestation pour « une plus grande justice sociale et une plus juste répartition des terres ».

Ces textes ont l'ambition de faire connaître l'école et de marquer son engagement dans la réalité sociale. Pour contacter le collectif « Paideia », écrivez au Centro educativo Paideia, apartado 133, 06800 Merida (Extramadura), Espagne.

EUSKADI

Les radios libres d'Euskadi (Pays Basque sud) ont commencé une coordination avec celles de Barcelone (Catalogne) et d'Allemagne à partir d'un échange de programmes. C'est un premier pas en vue d'établir des relations suivies avec les radios libres d'Europe. Ceci est la conséquence de la rencontre des 28 et 29 mars, organisée sous l'égide de l'Assemblée nationale des radios libres d'Euskadi à laquelle participèrent 9 radios.

IRLANDE

La République d'Irlande est le seul pays d'Europe où l'avortement est encore totalement interdit, de même que la diffusion de toute information sur les établissements étrangers où il est possible d'avorter.

A l'occasion des discussions sur les accords de Maastricht, les mouvements féministes veulent obtenir de la CEE la suppression de l'amendement qui rend l'interruption volontaire de grossesse anticonstitutionnelle. L'Association irlandaise pour le Planning familial lance une campagne de soutien, qui est relayée en France par le Mouvement français pour le Planning familial, par plusieurs associations féministes et par la Fédération anarchiste.

D'autre part, l'Association irlandaise pour le Planning familial est en passe de fermer, et a dû interrompre une part importante de ses activités, faute de moyens.

Envoyez vos messages concernant la libéralisation de l'IVG à : The Irish Parliament, Oireachtas Dail, Leinster House, Dublin 2, Republic of Ireland, ainsi qu'une copie à l'Irish Family Planning Association, Halfpenny Court, 36/37, Lower Ormond Quay, Dublin 1, Republic of Ireland.

Envoyez vos contributions financières au Mouvement français pour le Planning familial, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris (compte MFPPF, campagne Irlande, n° 02060064925).

ENTRAIDE AU SEIN DU MOUVEMENT

La Croix-Noire anarchiste en France (I)

Il s'est constitué dernièrement une section française de l'Anarchist Black Cross, réseau international connu pour l'aide apportée de par le monde aux anarchistes emprisonnés. En voici l'historique.

L'HISTOIRE de la Croix-Noire anarchiste remonte à loin, traversant les siècles et les continents. C'est une histoire de victoires et de défaites, d'activité intense et de récession, de mort et de survie. C'est l'histoire de l'une des plus vieilles organisations anarchistes au monde, bien que ce soit une organisation sans constitution ni structures. C'est simplement un réseau volontariste d'individus de même sensibilité qui ont combattu pour leurs camarades, le plus souvent dans les plus dures conditions. De nos jours, l'Anarchist Black Cross est présente et active dans une douzaine de pays, dont le nombre va croissant, témoin cette nouvelle section récemment établie en France.

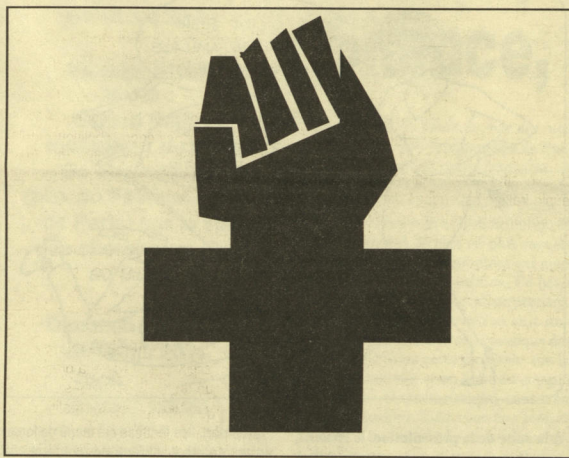
L'ABC a vu le jour en Russie tsariste au cours des années 1890. A cette époque, elle s'appelait la Croix Rouge Anarchiste et s'activait sur deux fronts. D'une part, organiser l'aide et la fuite vers l'exil des prisonniers politiques et des bannis, et aussi organiser l'auto-défense contre les raids des Cosaques. En particulier elle a été active dans la résistance des travailleurs juifs contre les pogroms. Financièrement parlant, elle devait ses ressources aux camarades émigrés en Amérique du nord, principalement à Chicago. En 1914, pendant la guerre civile en Russie, la Croix-Rouge internationale étant très active dans son travail de soins aux vic-

times, le nom fut changé en Croix-Noire anarchiste afin d'éviter les confusions entre les deux organisations. L'ABC a été l'épine dorsale de la résistance anarchiste pendant la révolution russe. Après la prise de pouvoir par les bolcheviks, elle fut forcée de se replier sur Berlin, tout en continuant le soutien aux prisonniers soviétiques, et toujours avec l'aide financière des anarchistes de Chicago, avec en plus la tâche d'aider les victimes de la répression fasciste en Italie, et les prisonniers de l'après-guerre réactionnaire de l'Allemagne de l'entre-deux guerres.

De difficiles moments

Lorsque l'Allemagne eut succombé à son tour au fascisme, et que la dépression eut touché les Etats-Unis, l'ABC s'effondra faute de moyens financiers, et en même temps en raison d'un trop grand nombre de prisonniers à aider. L'organisation se dispersa et les derniers contacts en Russie ont été coupés en 1935. L'aide vers l'Italie devait continuer de façon assez irrégulière encore quelques années. En Chine, un groupe d'entraide a existé durant un certain nombre d'années, mais devait cesser toute activité à son tour au cours de la guerre impériale.

De 1945 jusqu'aux années soixante, un



autre groupe d'entraide a maintenu son activité vers les prisonniers asiatiques. Au cours de la Révolution Espagnole, il y avait peu de contact. Il a été quasiment impossible d'obtenir quelque information que ce soit et, incroyablement, même les camarades très proches ont toujours été réticents à donner des détails. S'en suivit une longue période de vingt années durant lesquelles l'ABC était plus ou moins défunte, et pourtant elle ne disparut pas. Quelques individus se battirent pour

maintenir vivant l'idéal et organiser le soutien des prisonniers. La grande « renaissance » date du début des années 60 avec l'arrestation d'un anarchiste britannique, Stuart Christie. Christie avait été arrêté en Espagne pour tentative d'assassinat contre la personne de Franco. En prison, il avait été placé dans l'aile politique des prisonniers de la CNT (certains étaient là depuis la défaite de la révolution). A cette époque, les prisons espagnoles étaient des institutions privées, ainsi, si un pri-

sonnier n'avait pas de ressources financières, il pouvait bien crever de faim. Christie fut assez impressionné par le système d'entraide qu'avaient organisé et élaboré les prisonniers de la CNT, du soutien mutuel qu'ils s'apportaient et de l'aide de leurs familles restées dehors. Christie, lui-même, bénéficia d'un énorme soutien international, d'actions de solidarité et de publicité sur son cas. Après sa libération, il retourna à Londres où, avec d'autres anarchistes, il eut envie de redonner vie au réseau de l'ABC pour venir en aide aux prisonniers anarchistes.

L'ABC de nouveau en scène

Le premier cas dont s'est occupée la nouvelle ABC fut celui de Miguel Garcia, qui était près de la fin de sa peine. Libéré, il vint à Londres en exil et se joignit à l'ABC. Ils convinrent ensemble que l'ABC ne serait pas une organisation mais un réseau de solidarité. Ils firent le tour du pays pour récolter de l'argent pour l'Espagne et par là, redonnèrent forme à l'ABC dans plusieurs villes. Toute cette activité joua un peu un rôle de tremplin pour le mouvement. Les camarades impliqués dans l'équipe du journal *Black Flag* (au départ, le bulletin de l'ABC) s'impliquèrent bientôt dans de nombreuses autres causes. Le retour de l'ABC entraîna quelques hostilités, il est vrai, dues à son discours « trop révolutionnaire ». Son action propagait les idées anarchistes dans de nombreux cercles en même temps qu'elle devenait une source importante d'information.

La campagne pour Miguel Garcia s'étendit à l'Europe et, à Londres, les activistes créèrent l'International Libertarian Center. De nouveaux groupes se montèrent en Italie et en Allemagne. En Italie, le secrétaire de la section milanaise de l'ABC, un cheminot du nom de Giuseppe Pinelli, fut assassiné par la police, jeté par la fenêtre du quatrième étage d'un commissariat. « Il est tombé », a toujours affirmé la police. Cet événement fut d'ailleurs le sujet d'une pièce de théâtre de Dario Fo, *Mort accidentelle d'un anarchiste*, pièce le plus souvent détournée de son intention militante et jouée pour amuser les riches.

Louise

(suite au prochain numéro)

MANIFESTATION PARISIENNE DU 3 MAI EN SOUTIEN AUX ÉMEUTIERS AMÉRICAINS

« Justice de classe quand tu nous tiens... »

UNE CENTAINE de personnes se sont rassemblées ce dimanche 3 mai place de la Concorde à Paris afin de marcher sur l'ambassade des Etats-Unis. C'est la veille, au cours des rencontres internationales anarchistes organisées par la Fédération anarchiste à La Plaine-Saint-Denis, que fut prise la décision, en accord avec toutes les délégations étrangères présentes, de marquer le coup quant à la dénonciation des événements survenus au cours des précédentes quarante-huit heures un peu partout aux Etats-Unis. La violence de rue, contre l'Etat injuste et déloyal est en théorie garantie par la constitution américaine. Les citoyens ont en fait le devoir de reprendre, y compris par la force des armes, le pouvoir à ceux à qui il a été confié si ceux-ci, d'aventure, en venaient à le détourner à leur profit contre les intérêts des citoyens !... Le seul problème réside dans le fait que les droits constitutionnels ont été établis par et pour des Blancs et possédants. Emeutes et pillages, incendies et baston ont été largement montrés, commentés comme pour essayer de choquer le monde en agitant la menace de ces hordes de Noirs jaloux et envieux, qui ne devraient leur misère qu'à leur paresse naturelle... Et tout ce qu'on ne nous a pas dit, ou sur quoi on a discrètement posé un voile de silence ? D'où viennent ces fantasmes racistes consistant à affirmer sans cil-

ler que les Noirs dans leur violence aveugle en seraient même arrivés à s'attaquer à leurs propres maisons ? Débile ! Silence coupable témoin de la partialité des commentaires de nos chers commentateurs politiques. Ceux et celles qui se sont attaqués aux édifices gouvernementaux et administratifs n'accomplissaient aucune violence aveugle ou irresponsable. Une colère et une haine, clairement de classe comme le démontre la nature de ces cibles. Pas d'innocence dans cette rage de détruire tout ce qui peut s'identifier à ce régime haineux, égoïste et qui prétend encore et toujours avoir le monopole de la violence. On peut toujours parler de désarmement unilatéral ou intégral, en supposant qu'une société de classe asseyant son pouvoir sur la confrontation permanente et la division des personnes entre elles puisse survivre ne serait-ce qu'un instant à l'abandon par l'Etat de sa seule fonction indispensable au système : la violence. Qui terrorise qui de façon permanente ? L'Etat est notre ennemi.

C'est donc sous les paisibles fenêtres de Son Excellence en repos que fut scandée, dans à peu près toutes les langues, l'expression d'une colère et d'un écœurement ressenti par tous et toutes. Les flics, se sentant sans doute solidaires (eux aussi) de leurs petits camarades américains, qui ont, il faut bien le dire, pris de sacrées bonnes raclées sans doute bien méritées,

avaient arboré pour l'occasion leurs canines les plus mordantes. Après que les benêts des RG soient venus demander, comme de bien entendu, à négocier avec des « chefs » pour que le rassemblement veuille bien se tenir de l'autre côté de la place (c'est-à-dire n'importe où loin des fenêtres de l'ambassade) et que nous ayons refusé, les choses se sont un peu gâtées. D'après la déclaration du poulet chef, Son Excellence aurait été troublée et outragée alors qu'elle terminait de *bruncher*. En fait, cet aveu ne pouvait que nous remplir d'aise et redonner un deuxième souffle aux

slogans. Bien sûr, les flics ont chargé, engageant un collé-serré des plus inconfortables... pour leurs oreilles. Retenus en laisse par un brigadier-chef à poigne, certains laissaient percevoir, plus que l'amour propre ne le permet, une certaine perte de sang-froid. Quelques coups de matraques, quelques coups tordus, quatre blessés, un journaliste-caméraman molesté. Ah oui ! et un flic transporté en ambulance, blessé, inconscient ; on pense que selon la formule consacrée, s'il s'est fait mal, c'est qu'il a dû glisser et tomber.

H. B.

Communiqué d'après manif

Les villes américaines sont en révolte. Révolte partie d'un déni de justice, révolte contre la misère, le racisme, l'exclusion, révolte contre les inégalités sociales et économiques.

De Los Angeles à Vaulx-en-Velin, les gouvernements n'ont qu'une seule réponse dans ces situations-là : la répression, aussi brutale que la frustration des individus, est immense. La Fédération Anarchiste s'oppose à cette violence étatique et capitaliste. Pour marquer sa protestation, elle a appelé, en compagnie d'autres groupes et individus libertaires de France et d'autres pays (Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Espagne, Italie, Russie, Canada, Etats-Unis) réunis à l'occasion d'un colloque anarchiste international, à se rassembler devant l'ambassade des Etats-Unis, place de la Concorde, le dimanche 3 mai à midi. Une centaine de personnes se sont rassemblées pacifiquement et ont été brutalement dispersées par les forces de police. Nous continuerons notre pression pour exiger la libération des milliers d'Américains interpellés, poursuivis et emprisonnés.

Fédération anarchiste

COMMUNIQUÉ ABC

Rendez-vous manqué

Dans le numéro 868 du *Monde libertaire*, nous avons fait insérer un communiqué d'appel pour une manifestation, le vendredi 24 avril, devant le siège d'Olympic Airways, pour demander la libération de Yannis Balis, un camarade grec emprisonné.

Nous avons, en fait, appris la veille que Yannis avait été libéré parce que le témoin principal avait retiré son témoignage. Nous avons toutefois convenu de la nécessité de maintenir le rassemblement, de façon à rappeler que plusieurs dizaines d'anarchistes sont toujours emprisonnés, en attente de procès. La présence, un peu trop nombreuse, de policiers en civil et en uniforme nous étant apparue comme légèrement disproportionnée par rapport au nombre de manifestants, il n'y a pas de rassemblement. Il n'empêche que nous reviendrons, sous une forme ou sur une autre, pour faire toute la publicité que nous pensons nécessaire autour de ces affaires.

ABC-France

Force ouvrière discours de vigueur

Pour les discours, c'est sûr, Force ouvrière pète la forme. Lors de son dix-septième congrès à Lyon, qui s'est tenu du 27 avril au 1^{er} mai, les interventions des militants et du secrétaire général, Marc Blondel, ont été remarquées. D'abord, la formule retenue pour ce congrès : FO est et sera « révolutionnaire dans ses aspirations, réformiste dans sa pratique. » Attention les yeux ! Les gentillesses ensuite : « Quand la CFDT arrive en négociations le stylo à la main, pourquoi voulez-vous que le patronat fasse des concessions ? ».

La CGT, c'est « un bunker idéologique ». La FEN et le projet de recombinaison syndicale ont été vilipendés par les intervenants et sifflés par les congressistes. L'Europe : « Force est de constater que l'Europe qui se construit depuis quelques années, n'est pas notre Europe. »

Aucun sujet, aucune organisation ou personnalité n'ont été épargnées. Quant à son propre fonctionnement et ses orientations à venir, FO reste confiante. Le rapport d'activités a été adopté à une large majorité (plus de 84% des voix).

L'avenir syndical est forcément étiqueté FO, car « l'instrument privilégié la lutte des travailleurs ».

Côté luttes, enfin, pas d'ambiguïté, par exemple : « L'Europe sociale sera si nous la gagnons par la lutte des travailleurs... »

Paroles de choc, donc, dans ce congrès lyonnais. Reste à voir, maintenant si, sur le terrain, les syndiqués FO seront au rendez-vous.

A. D.

Pour « le Monde libertaire », un soutien efficace : l'abonnement !

Vous voulez être informés sur les activités de la Fédération anarchiste, pensez à utiliser le 3615 RLIBERTAIRE.

Nouvelles du front

AVIS DE RECHERCHE : RAPPORT 1991

Action d'information : Trois Flash-info ont été envoyés gratuitement en 2 700 exemplaires aux amis des réfractaires (à l'armée), à leur famille et aux personnes sympathisantes ; 35 dépêches, FAX ou communiqués ont été adressés aux agences de presse et aux rédactions télé, radios et presse écrite. La campagne permanente d'information a été à l'origine d'articles et d'émissions faisant le point sur les réfractaires à l'armée dans l'Événement du Jeudi, Libération, la Croix, TFI et France-Culture.

Action juridique : 57 dossiers ont été traités, allant de la simple demande d'obtention de statut à la régularisation d'insou-

mis exilés et le soutien de réfractaires emprisonnés en passant par l'entraide juridique d'insoumis étrangers réfugiés en France.

Action matérielle : En un an, 9 500 F d'aides financières directes ont été allouées à des réfractaires en difficulté. Afin de les aider à payer leurs frais de procès, soutenir leur situation familiale ou bien permettre leur sortie de prison dans des conditions matérielles décentes. Cette information et cette solidarité permanente, c'est uniquement grâce à votre entraide matérielle et fraternelle que nous pouvons l'assumer. Du fond du cœur, merci.

Avis de recherche, BP 53, 75861 Paris cedex 18.

Le harcèlement sexuel



A la suite de la présentation, le 29 avril, par Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat aux droits de la femme, d'un projet de loi contre le harcèlement sexuel dans l'entreprise, Rosine Arroyo, syndicaliste à Air Inter, nous brosse un tableau de la situation du « droit de cuissage » dans les pays industrialisés et nous présente, pour la France, les travaux de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail.

La réalité, l'ampleur et les conséquences de ce « mal social » ont été dénoncées depuis pas mal de temps par des féministes, syndicalistes, universitaires, fonctionnaires... ou non, afin d'alerter les instances. Que l'autre « moitié du ciel » subisse le droit de cuissage, pas de quoi pourtant passionner les statisticiens, juristes, politiques, chefs d'entreprise de la planète. Sans doute se penchent-ils sur des sujets plus sérieux ou fantasment-ils sur ce privilège barbare de chef de tribu ou de seigneur. On est loin dans tout ça de l'aimable mariage librement consenti entre collaborateurs et collaboratrices. Et si certaines succombent sans contrainte à l'attrait érotique de leur chef ou collègue, c'est bien leur droit. Longtemps, un peu partout, on accusa les organisations féministes d'avoir imaginé le harcèlement sexuel... Ce qui est une réalité féministe, c'est de faire reconnaître cela comme un préjudice sexiste par le droit pénal et le code du travail. Aux Etats-Unis, la répression sur ce point est plus efficace

qu'ailleurs. Les femmes ont mené de longue date un combat juridique et la première affaire plaidée date de 1976. Malgré une législation précise en vigueur, un débat a été récemment lancé par des journalistes femmes auxquelles de lourds joueurs de football américain ont préféré montrer leurs attributs que de répondre aux interviews... Toutefois, de nombreuses années de lutte en justice n'ont pas fait gagner la bataille pour les dommages et intérêts du préjudice moral. Dans cette logique culturelle planétaire où le sexe est considéré comme la raison d'être d'une femme, quoi de plus normal !

Au Canada, et notamment au Québec, la reconnaissance de ce sujet de l'« âge du feu » est acquise et la responsabilité patronale reste entière car le mouvement des femmes ainsi que les syndicats et le système universitaire agissent activement en matière de harcèlement sexuel.

Vol au dessus de nids de machos

Dans la CEE, un lobby de femmes s'est constitué en 1989 pour établir un groupe de pression auprès des institutions européennes et a établi un programme d'action sur l'égalité jusqu'en 1992. Enfin, un nouveau code a été élaboré et approuvé par le Parlement en octobre 1991. Il est une réponse au fait que le harcèlement sexuel affecte la productivité et les perspectives de carrière des femmes, qu'il est à l'origine de problèmes de santé et d'accidents du travail dus au stress qu'il provoque, ainsi que de l'absentéisme. Les enquêtes menées prouvent par ailleurs que plus de la moitié des femmes actives ont été victimes de harcèlement sexuel. Pour Christiane Crawley, Présidente de la Commission des droits des femmes au Parlement européen et chargée du rapport sur cette question, le harcèlement sexuel est « le risque menaçant la santé des femmes dans leur activité professionnelle, le plus commun et le moins souvent discuté ».

Le code européen est au moins une première admission que le harcèlement sexuel ne doit pas être traité de plaisanteries inoffensives. Selon l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT, 71, rue Saint-Jacques, 75005 Paris), il est évident que les disparités de la prise en compte de ce « syndrome » par un pays, existent selon les degrés de conscience civique nationale. Par exemple, les pays du tiers monde et les pays de l'Est n'ont pas encore pris en charge le harcèlement sexuel sur le lieu de travail, mais cela ne signifie pas que les harceleurs n'existent pas ou qu'il y a ostracisme sur la question. D'après l'AVFT, l'action dans les entreprises par le biais des syndicalistes est bien plus avancée en Italie,

au Portugal, en Grande-Bretagne qu'en France.

Ces dernières années, bien des informations sont parvenues à Bruxelles. L'une des enquêtes constatait qu'en moyenne 11% des femmes ont souffert de chantage sexuel en Europe. Ces chiffres étant de 3% au Danemark et de 17% en Grèce.

La veulerie mysogine ne connaissant pas de frontières, n'est-ce pas, on poursuit la ritournelle avec : une Américaine sur trois, une Australienne sur quatre, une Japonaise sur cinq.

En France, la promotion canapé

En Europe, la France fait figure de pionnière en se dotant d'une législation précise. Partout, les plaignantes n'ont recours qu'aux textes très vagues, relatifs à la discrimination sexuelle sur les lieux de travail. Les organisations syndicales restent généralement prudentes sur la question. Quelques cas de prise de position existent, tel que le combat exemplaire du Syndicat national du personnel inter transport-tourisme (SNPIT) à Air Inter, qui a su prendre en compte la situation inadmissible faite aux femmes salariées. Pour l'AVFT, les syndicats ne pourront bien gérer les dossiers que lorsque ceux-ci répondront à la question « Que faisons-nous si la personne qui harcèle est un syndicaliste ? ». Au Québec et en Grande-Bretagne, les syndicalistes ont eu le courage de le faire.

Une étude commandée par la Ligue des droits des femmes soulignait qu'une femme sur trois avait eu des propositions d'ordre sexuel de la part de son supérieur hiérarchique, 56% de ces avances étant assorties de promesses et 26% de menaces. Pour sa part, l'AVFT reçoit plusieurs appels de détresse par jour. Grâce à la contribution patiente et obstinée de cette association, qui dispose de peu de moyens, on sait que le harcèlement sexuel, ça n'est pas du fantasme en France, et on sait qu'il touche tous les statuts sociaux et tous les âges. Les médias de tous bords ont enfin répercuté les infos et condamné cette pratique d'un autre âge. Le débat semble moins ouvert dans la justice... Il n'y a pas longtemps encore, la cour d'appel de Besançon, dans un jugement rendu, avait qualifié cela de « gestes qu'une certaine familiarité née d'une relation de travail quotidienne peut autoriser. » De quoi nous plaignons-nous, le droit du pince fesses semble prévu par le code du travail !

Ces militantes se proposent un rôle d'écoute, d'action et de réflexion, parfois avec le soutien ponctuel d'un inspecteur du travail, d'un Centre d'infos des droits de la femme (CIDF), d'une journaliste ou d'une section syndicale. Par ailleurs, les femmes n'acceptent plus ce traitement, d'autant plus qu'en général, ce sont les plaignantes qui sont licenciées, quant au harceleur, il est au pire... muet.

L'AVFT a rendu publique une proposition d'amendement au projet de réforme du code pénal. Cette dernière, rigoureuse et précise, a fait l'objet de plusieurs mois de réflexion laborieuse de la part des législateurs qui l'ont inscrite fin 1991 en termes « plus soft » au chapitre des discriminations. Les associations soutenues par le Secrétariat d'Etat aux droits des femmes et une poignée de députés ont arraché de haute lutte cette législation et souhaitent de plus une réforme du code du travail liant le délit aux relations hiérarchiques, prévoyant la possibilité pour les associations de se porter partie civile et assurant la protection des témoins des personnes harcelées contre d'éventuelles représailles lorsque les affaires sont portées en justice.

Cet amendement prévoit 100 000 F d'amende et un an d'emprisonnement pour un patron entreprenant.

Ce tour d'horizon nous permet de penser que la loi ne viendra pas seule à bout du harcèlement sexuel. Ce sujet rentre dans l'optique plus large des inégalités de traitement des femmes au travail et des violences qui leur sont faites en général. Aussi, il est indispensable de convaincre de la gravité de tels actes la population ainsi que l'encadrement éducatif, social et médical. Seules des mesures de sensibilisation et des campagnes modifieront les comportements. En espérant que les différents acteurs du monde du travail (patrons, syndicats, comités d'entreprises) prendront le relais.

Quant aux charmeuses, qui désirent croiser leur ambition avec les intérêts charnels de leur chef, qu'elles n'oublient pas que leur promotion est bien fragile quand elle n'est pas accompagnée de diplômes ou qualification... et puis en payer un tel prix !

Rosine Arroyo

A lire : De l'Abus de pouvoir sexuel, le harcèlement sexuel au travail, dossier réalisé par l'AVFT à l'issue du colloque international de mars 1989, éditions La Découverte/Le Boreal, mars 1990. Prix : 125 F ; - les dix numéros de la revue de l'AVFT : Cette violence dont nous ne voulons plus ; - le n° 70 (1990) de la revue Actes - Cahiers d'action juridique.

Edition de 8 cartes postales anarcho-féministes pour la Rencontre internationale anarchiste

La commission « Femmes » de la Fédération anarchiste a édité, à l'occasion de la rencontre internationale anarchiste du samedi 2 mai à La Plaine-Saint-Denis (93), un lot de 8 cartes postales, dont voici un premier exemplaire ci-contre.

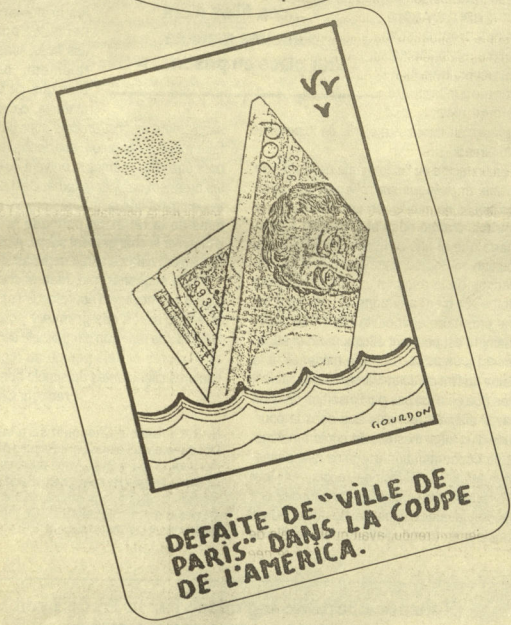
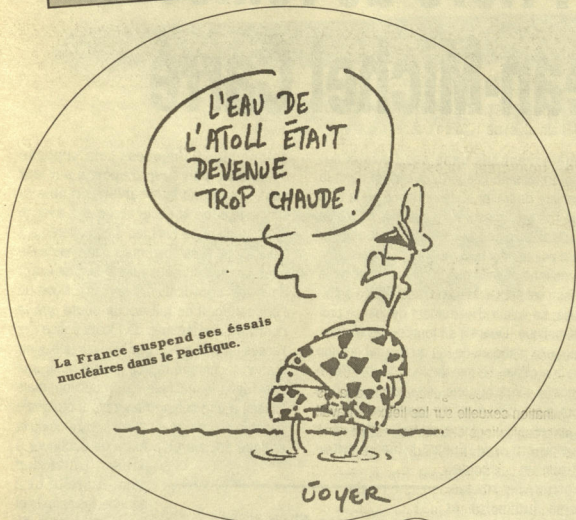


Les cartes postales et l'affiche sont à commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico.

Procurez-vous l'affiche de la rencontre anarcho-féministe, La Pierre de Damoclès, réalisée par Edith Charlot. Cette affiche colorée, soulignant l'un des principaux thèmes de la rencontre internationale anarchiste du 2 mai, est vendue au prix de 25 F l'unité ; 20 F à partir de 5 exemplaires et 15 F à partir de 10 exemplaires.

L'actualité du mois en dessins

Troisième livraison de l'« L'Actualité du mois en dessins », avec Voyer, Gourdon et Sygar.



Boris Eltsine en difficulté avec son parlement et ses ministres.

PROCHAIN RENDEZ-VOUS LE JEUDI 4 JUIN

Tribuna Latino-americana

Prochaines émissions

Dimanche 10 mai, de 18 h à 20 h.

Dossier Brésil Invité :

Gérard Bally, réalisateur du film *Os Garimpos* (prix du Festival vidéo de Paris) sur la vie des chercheurs d'or au Brésil.

Dimanche 24 mai, de 18 h à 20 h.

Dossier Pérou Invité :

Luz Maria Cisneros, économiste et journaliste, analysera la situation au Pérou après le « Fujigolpe ».

Ciné sélection

« Latino Bar »... Silence, on meurt !

Sans faire de bruit arrive sur nos écrans *Latino Bar*, douzième film de Paul Leduc. Mexicain d'origine française, ce réalisateur est l'un des grands du cinéma sud-américain. Avec la nouvelle donne à Paris et en France dans la distribution de films, il devient de plus en plus rare de découvrir des cinématographies qui nous viennent d'horizons lointains. Ce beau long métrage est prenant et surprenant. Sans dialogues, la narration suit une bande son très élaborée où la musique des Caraïbes rythme cette parabole sur la faim, la pauvreté et au bout du compte sur la mort. Seules les images, hautes en couleurs, parlent. Elles nous touchent et racontent les oubliés du développement (s'il existe...).

Au moment où l'histoire balbutie et nous donne un excellent simulacre d'un nouvel ordre mondial, le 7^e Art regagne ses pays fondateurs ; les oubliés de la consommation outrancière (enfin pas pour tout le monde...) sont désormais reclus dans le camp du silence. Paul Leduc nous en parle d'une manière exem-

plaire. *Latino Bar* insiste, par un retour au cinéma quasi-primitif, sur ces silences de la faim, de la pauvreté où la survie des individus passe par la prostitution, la drogue, l'alcool et une répression féroce. L'amour dans ces régions (les trois quarts de la planète) reste avec la révolte les seules planches d'un salut précaire. Vivre devient un luxe !

Ici, on nous distrait avec une souris avide de dollars, là-bas, chut... on meurt ! Récit linéaire, *Latino Bar* est une histoire trop « banale », qui se boucle sur elle-même. En effet, le balancement lancinant de la caméra de Paul Leduc ouvre le film sur un lieu désespérant où la jungle frôle les déchets d'un pays (ici, le Venezuela... ce pourrait être en Asie ou en Afrique). Cette oscillation, tel un bat-tant d'horloge, arrêtée le temps, laisse place à un silence entêtant, lourd d'enseignements. Il nous laissera quelque 90 minutes plus loin avec un goût de rébellion, où sous les silences étouffés couve le feu de la révolte.

Salim de « Fondu au Noir »

ESTHÉTIQUE DES GESTES MACHINAUX

« Le Griffonnage »

Roger Lenglet, François Bourin éditeur

Si vous n'avez jamais griffonné distraitement des hachures erratiques sur vos cahiers pendant le cours de sciences naturelles, si vous n'avez jamais dessiné des labyrinthes fabuleux sur vos déclarations d'impôt, si vous n'avez jamais tracé des volutes sans signification sur la nappe de papier d'un restaurant, si, pendant le coup de fil d'un casse-pieds qui vous raconte sa vie, dont vous n'avez rien à foutre, vous ne vous êtes pas surpris à dessiner des cubes, des escargots ou des étoiles sur la première feuille qui vous tombe sous la main, ne lisez surtout pas le livre de Roger Lenglet sur le griffonnage.

Si, en revanche, vous avouez vous être laissé aller à de tels abandons graphiques, précipitez-vous. De corolles stéréotypées en racines folles, vous voyagez à travers une végétation déconcertante, vous croiserez des animaux fabuleux, vous admirerez des totems inquiétants, vous dépasserez des sphères mystérieuses et des figures de géométrie peu euclidiennes. Au détour d'un chemin, des visages surgiront de nulle part, souriants ou féroces. Alors, peut-être, découvrirez-vous un sens à vos rêveries sédimentées qui abritent et révèlent des merveilles ou des hantises — celles qui sont en vous.

Ces gestes dérisoires, banals et absurdes accomplis avec stylos, couteaux, plumes, craie, sur n'importe quel support destiné à être abandonné là ou jeté, ces gestes qui ne suivent aucune règle, que personne ne prend au sérieux, ces gestes-là, Lenglet s'est attaché à en faire apparaître le sens. Et il montre ce que le griffonnage peut avoir de séduisant. L'écolier en écoutant le professeur, le délégué syndical lors d'une réunion, le directeur du personnel lors d'un briefing sub-

vertissent le discours qui leur est imposé en s'évadant dans un monde sans norme, sans convention, sans ordre, un monde entièrement spontané.

Quelques incursions dans les griffonnages de l'histoire : le Grand Dauphin, fils de Louis XIV, qui s'ennuie ferme lors des exercices de version latine. Etoiles, cloches, bouteilles, caravelles parsèment les feuilles. Lenglet soupçonne même que Bossuet, qui corrigeait les devoirs et s'ennuyait tout aussi ferme, a dû participer à ces griffonnages.

Adolphe Thiers, le massacreur de la Commune. Il rédige un communiqué triomphal dans lequel il rassure les bons citoyens : la répression va bon train. Pas une rature (mais des fautes d'orthographe). Pourtant, au dos de la feuille, deux griffonnages. Ceux-là ne seront jamais publiés, évidemment : « L'insignifiance n'a pas sa place dans l'histoire, elle embarrasserait la postérité et parasiterait la représentation d'une "conscience nationale" dont on veut maintenir la sacralité... La mise en scène du pouvoir s'attache toujours précautionneusement à sauver les apparences de rationalisme des décisions gouvernementales. »

Même période, mais de l'autre côté de la barricade : Jules Vallès. Ses manuscrits sont couverts de ratures, balafres, trous, tâches d'encre, de sang, de café, de chocolat, de soupe. L'édition, elle, a évidemment savonné, décrotté tout ça. Les marques suspectes des manuscrits de l'insurgé ont été nettoyées ; en les regardant, on voit ce que l'édition refoule : « Au cours du passage du corps écrit au corps d'imprimerie la mort s'engouffre et l'irréprochable perfection se fait passer pour la vie. »

A travers le griffonnage, Lenglet nous livre une réflexion sur le pouvoir. Pourquoi tant

d'hommes d'Etat n'ont-ils laissé aucun griffonnage à la postérité ? Craint-on de « ternir l'image à l'éclat de laquelle leur vie fut consacrée », de faire « surgir le dérisoire et la confusion au cœur d'une existence qu'on doit supposer sérieuse et éclairée » ? Ainsi, le maréchal Foch. Désespérant de trouver autre chose que des mots dans sa correspondance, Lenglet, à force d'obstination, finit par découvrir des griffonnages dans le carnet où il comptabilisait ses trophées de chasse. Que trouve-t-il ? Des spermatozoïdes !

Les griffonnages sont-ils des œuvres d'art ? de l'art populaire ? Pour Lenglet, oui, incontestablement. On pourrait discuter à la fois la question de la nature proprement artistique de ces productions graphiques spontanées, et la validité de la notion d'« art populaire ». Ce serait là un bon sujet d'émission sur Radio Libertaire. Le griffonnage est en tout cas un art qui « n'a de comptes à rendre à personne », et surtout pas au marché de l'art. C'est un art qui ignore les traditions, les techniques : Léonard de Vinci lui-même invitait à regarder les tâches sur les murs pour y découvrir des formes fabuleuses.

« J'ai la naïveté de penser que toute incitation à réévaluer les parties habituellement sous-estimées de notre existence combat pour la liberté », dit Lenglet en conclusion. Voilà un homme avec qui il serait agréable de se promener dans la vallée des Merveilles.

Bébert

Nota : Des éclairateurs de France chargés de nettoyer les griffonnages (tags) sur les murs de la grotte préhistorique de Bruniquet, dans le Tarn-et-Garonne, ont fait un peu de zèle par ignorance. Ils ont effacé des tags du magdalénien (40 000 ans) : deux bisons. « Il y avait des tags partout, et il est parfois difficile de faire la différence », ont-ils dit. Un sujet à méditer, et qui éclaire d'une lumière extrêmement actuelle le livre de Lenglet...

RENDEZ-VOUS

GRENOBLE
Outre la permanence du samedi après-midi au 102, rue d'Alembert à laquelle collabore le groupe FA Jules-Vallès dans le cadre du CDESI, on peut contacter ledit groupe FA en écrivant à l'AGDIR, BP 161, 38240 Meylan.

GAP
Une vente du *Monde libertaire* est assurée chaque samedi entre 10 h et 11 h, sur le marché (à côté de la fontaine), place Jean-Marcellin à Gap.

LILLE
Le groupe Humeurs Noires anime chaque samedi de 19 h à 20 h son émission sur Radio Campus (91.4 FM). Au programme : des chroniques, des invités, des informations, une revue de la presse libertaire. Permanence à partir de 19 h, tous les mercredis à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet, Lille. Le groupe Humeurs Noires vend le *Monde libertaire* :

- table de presse le mercredi de 11 h 30 à 14 h dans le hall de l'université de Lille III (Pont-de-Bois) ;
- table de presse le jeudi de 11 h 30 à 13 h 30 dans le bâtiment M1 de l'université de Lille I (cité scientifique) ;
- le vendredi de 17 h à 18 h 30 devant la gare de Lille ;
- le samedi de 12 h à 13 h devant les lycées Pasteur, Faidherbe ou Baggio (variable selon les semaines) ;
- le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 sur le marché de Wazemmes (derrière l'église).

NANCY
Pour contacter le groupe Jean-Roger-Caussimon, écrivez au CRES, BP 47, 88130 Charmes.

NANTES
Retrouvez le groupe Milly-Witkop de la FA et l'OCL-Nantes sur Radio Alternantes (97.5 FM) le mardi 12 mai pour le « Magazine libertaire » (19 h 35 - 20 h 30). Pour contacter le groupe Milly-Witkop, une seule adresse : « Magazine libertaire », 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

NICE
Le groupe FA tient deux permanences : mercredi et samedi de 15 h à 18 h, à l'ADCL, 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice.

SIGNES
Le groupe Région-toulonnaise tiendra un stand à la 4^e Foire biologique de Signes (Var), qui se déroulera le dimanche 7 juin de 8 h à 19 h. Au programme : spectacles, conférences, bouffe, buvette et nombreux stands. Entrée libre.

PARUTIONS

BANDEAUX « LISEZ LE MONDE LIBERTAIRE »
Le groupe de Dieppe a édité 10 000 bandeaux, avec caractères noirs imprimés sur fond orange, sur le thème : « Lisez le *Monde libertaire* ». Ces bandeaux sont en vente au prix de 80 centimes l'unité pour des commandes inférieures à 250 exemplaires (attention, aucune commande en dessous de 50 exemplaires). Des lots de 250 bandeaux sont vendus au prix global de 140 F (port compris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de l'APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

Outre le groupe de Dieppe, la librairie du *Monde Libertaire* (145, rue Amelot, 75011 Paris) assure la vente de 7000 de ces bandeaux.

PRESSE
La revue *Encre Noire* n° 7 est parue. Elle est éditée par le groupe FA de Nancy, les liaisons de Haute-Marne et de Moselle-sud, ainsi que des sympathisants. La revue est disponible à la librairie du *Monde Libertaire* au prix de 5 F et en écrivant au CRES, BP 47, 88130 Charmes.

Télé sélection

« Femmes de Fleury – Prière de réinsérer »
un reportage de Jean-Michel Carré

A l'occasion de la diffusion le 15 mai, à 22 h 30, sur TF1 du reportage, *Femmes de Fleury - Prière de réinsérer*, de Jean-Michel Carré dans l'émission « Grands reportages », François Choquet nous rappelle l'inutilité de la prison. C'est, conclut-il, « dans la manière de traiter la délinquance ou la folie que l'on peut mesurer au mieux le degré de civilisation d'une société ». Sur cet aspect, zéro pointé pour la démocratie française !

DANS le film de Jean-Michel Carré, il y a de drôles de femmes, tête froide, sourire aux lèvres, franches du collier et qui n'ont pas la langue dans leur poche. Sans tambours ni trompettes, elles vous expliquent que ce n'est pas compliqué : une fois que le hasard, dans son évidente magnanimité, a décidé que vous seriez femme, dans la société française des années Mitterrand, raisonnablement dotée d'un esprit libre et donc normalement rebelle à la mesquinerie ambiante, que vous avez le cœur gonflé d'espoir pour une vie digne de ce nom et pas les moyens reconnus pour l'accomplir, alors c'est réglé comme du papier à musique : vous êtes bonne pour la vaste des adieux.

L'année dernière, Jean-Michel Carré a passé six mois avec les détenues de Fleury-Mérogis et en est ressorti avec une série de portraits clairs et nets : des femmes, plutôt jeunes ou très jeunes, toxiques, prostituées et séropositives pour un grand nombre, presque inévitablement récidivistes, prises dans les mailles serrées de la triple pression sociale, carcérale et sexiste. Malgré tout, Jean-Michel Carré, qui a travaillé depuis plusieurs films sur les processus éducatifs qu'il identifie très justement avec le travail de normalisation d'un ordre social arbitraire (*L'Enfant prisonnier*, *Alertez les bébés*), mais aussi avec un système d'exclusion prémédité (*Notre enfant m'intéresse*), décide d'accompagner quelques-unes de ces femmes sur le chemin de la libération, pour en avoir le cœur net sur la question : la réinsertion, ça marche ou pas ?

Dès les premières images, on comprend vite ce qui se passe. Dans *Prière de réinsérer*, il n'y a pas beaucoup de prières, et de la réinsertion, mieux vaut ne pas en parler quand cela signifie retour à la case départ, vagabondage le fil à la patte ou, plus brutalement, voyage express vers la fosse commune. Les faits parlent d'eux-mêmes. Le film suit six jeunes femmes. La première, mère d'un bébé qu'elle a eu en prison, cherche à en conserver la garde que la Direction de l'action sanitaire et sociale (DASS) lui dispute. La seconde, toxico et sérieusement accrochée, reconnaît qu'elle ne voit pas d'autre solution que de retourner au tapin, « parce qu'il faut bien trimer pour sa vie et pour sa came ». La troisième, séropositive, cherche désespérément un logement et du boulot, et finit par mourir d'overdose à l'hôtel Fleury, le bien nommé, où une association lui a réservé une chambre à sa sortie de Fleury-Mérogis. La quatrième s'essaie au tissage traditionnel dans un atelier baba cool, mais très vite ne supporte pas l'univers disciplinaire de l'atelier, qui lui semble peu différent de la prison. Elle replonge. La cinquième tient le coup en apprenant les métiers du cinéma dans une

boîte de production de documentaires. La sixième, fille de la bourgeoisie, vend la presse dans un kiosque. Pour combien de temps ?

Tout ce qu'on voit dans le film de Jean-Michel Carré est ainsi : sur le fil du rasoir. On voit des filles qui n'y croient plus, ou qui font semblant de ne plus y croire, ou qui croient qu'en faisant semblant d'y croire, peut-être cela finira-t-il par arriver. On y entend des paroles d'amour et de haine, des aveux de bonne foi et des procès d'intention. On y attrape au vol sentiments en bataille et passions inachevées. Côté pile, des femmes de cœur, côté face des délits et des peines. On y voit surtout des femmes qui n'ont plus peur pour avoir trop longtemps ou trop souvent rencontré la peur ; des femmes qui n'ont pas envie de gagner parce qu'elles n'ont plus rien à perdre. Et pour résumer, preuve d'une belle lucidité, la condamnation sans appel, que toutes font, d'une société pourrie par manque d'intelligence. Et si pour elles, la prison et la société se ressemblent autant que le concave et le convexe d'une même sphère sans oxygène, c'est parce qu'elles y voient, inscrite à leur frontons, la même devise : tout bonnement, bête et méchant. Dans ces conditions, comment croire que la peine pourrait engendrer le désir du retour à la société ?

En écho, il faut entendre le discours des institutions, qui n'en mènent pas large elles non plus. Dans *Prière de réinsérer*, vous verrez un juge new look qui travaille le client avec un doigt de sévérité et un zeste de paternalisme, un thérapeute déprimé qui défend

« Tout ce qu'on voit dans le film de Jean-Michel Carré est ainsi : sur le fil du rasoir. »

sa boutique de cure et post-cure, un responsable d'agence pour l'emploi des détenus nouvellement libérés qui feint une rassurante jovialité vis-à-vis de la fille qui cherche du travail et enchaîne en demandes obséquieuses aux éventuels employeurs. Vous verrez également des militants d'une association d'aide à la réinsertion apeurés par les demandes de la visiteuse, un psychologue moralisateur qui demande que l'on donne aux filles de nouvelles valeurs de référence qui leur permettent de lutter contre les valeurs dominantes, et, pour couronner le tout, un aumônier des prisons qui porte sa croix en bétonnant sa compassion chrétienne pour toute la misère du monde avec une critique marxisante de la prison, pour conclure, au bout de son indignation, qu'il ne sait pas ce qu'il faut faire, que peut-être il n'y a rien à faire.

Rien à faire, vraiment ? Et pourtant, le film de Jean-Michel Carré, qui décide de livrer ces témoignages sans commentaire, donne au spectateur les moyens de comprendre les tenants et les aboutissants du système et de dessiner la direction évidente dans laquelle il faut aller. Qui apprend-on de ce film ? Plein de choses, que Michel Foucault, en particulier, avait

déjà soulignées dans ses travaux sur l'enfermement. D'abord, que c'est dans la manière de traiter la délinquance ou la folie que l'on peut mesurer au mieux le degré de civilisation d'une société. Sur cet aspect, zéro pointé pour la démocratie française. On y confirme ensuite que le rôle correctif de la prison est nul, sa fonction rééducative archi-nulle, sa valeur d'instrument de justice problématique. Quant à sa fonction de réinsertion, elle n'aboutit de fait qu'à la fabrication de la récidive. Le film de Jean-Michel Carré appelle alors la conclusion évidente que toutes ces filles n'ont d'aucune manière leur place en prison et que, de toute urgence, à quelques mois de l'Europe, la France doit au

minimum décider d'harmoniser son système judiciaire et pénal avec les pays les plus avancés en la matière, en instaurant des peines de substitution pour la petite délinquance, qui représente l'immense majorité de la population pénale.

En un temps où l'idée même de révolution sociale et politique est reléguée au rayon des pièces de musée, en une époque où la moindre réforme ne peut prétendre à l'affichage que si elle peut donner lieu à une cotation en Bourse, il est clair que la problématique de la prison n'est pas une bonne affaire. Et bien, affirmons-le : ce qui n'est pas prioritaire économiquement ou politiquement est pourtant éthiquement et socialement primordial. De toute évidence, à la vision du film de Jean-Michel Carré, on sent bien que ce n'est pas par l'insertion dans un travail aliénant non plus que dans la poursuite d'un idéal mesquin de confort matériel et de consommation grégaire que passe, pour ces filles, le désir de reconquérir leur liberté. Il faut entendre qu'elles nous disent que seule vaut la peine d'être vécue une vie conduite en toute intelligence et en pleine

autonomie. Pour elles, cela suppose d'abord un bon coup d'éponge sur leur passé. A quand la réhabilitation pure et simple une fois la peine accomplie, avec le recouvrement de tous les droits afférents ? Ceci est un préalable, mais n'est pas suffisant. Quoiqu'en pense Jean-Michel Carré dans ses précédents films sur la critique de l'éducation, il ne fait aucun doute que la demande des femmes de Fleury passe par l'accès à une culture générale approfondie capable de former et nourrir les armes de la critique sociale et la force de continuer à

simplement les instruments pour ne pas se faire avoir. Alors qu'on leur donne les outils pour être elles-mêmes si on veut qu'elles ne leur prennent pas par la force. Cela suppose évidemment que la société retrouve les chemins de la réflexion politique et le goût d'inventer le changement social. A défaut de révolution, cela ne serait déjà pas si mal. Il faut souhaiter que Jean-Michel Carré trouve les moyens d'approfondir son enquête et, qu'après ces premiers portraits, il aigüise une réflexion d'ensemble sur un système d'ores et déjà périmé au regard des lumières clignotantes du simple bon sens.

François Choquet

N. B. : François Choquet sera sur Radio Libertaire dans l'émission « Ras-les-Murs », le mercredi 13 mai à 21 h. A voir aussi en salles le documentaire de Renaud Victor, *De jour comme de nuit*, tourné à la prison des Baumettes à Marseille entre 1989 et 1990. Un témoignage bouleversant sur l'enfermement.

Journée libertaire organisée par la FA de Lyon
Samedi 23 mai, de 13 h à 23 h
CCO, 39, rue Courteline 69100 Villeurbanne

- 14 h : présentation ;
- 15 h - 17 h : trois tables rondes sur la situation internationale (Amérique latine, Pays de l'Est et Rapports Nord-Sud) ;
- 17 h 30 - 19 h 30 : deux tables rondes sur la situation en France (IVG, contraception, lutte des femmes et Vers une nouvelle citoyenneté) ;
- 20 h : meeting sur le thème : « Quelle alternative aujourd'hui ? » ;
- 21 h : concert.

Crèche, buvette, stands librairie, exposition sur l'Espagne 36/39, projection de deux vidéos : « Un autre futur » (Espagne 36/39) et « L'Irak après la guerre » (regard sur l'embargo économique).

PAF : 50 F & 30 F (chômeurs, lycéens).
Billets vendus à La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.94.10.

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Noire révolte (suite p.3), Dérive dans le mouvement de soutien au peuple irakien (suite page 4), Editio : Fuck the police.
- PAGE 2 : L'OSL suisse réaffirme son engagement révolutionnaire.
- PAGE 3 : Noire révolte (suite de la « une »), communiqué, Retour des manifs, Echos de presse, D'autres futurs à construire, Gilbert Alvarez, Associations.
- PAGE 4 : Dérive dans le mouvement de soutien... (suite de la « une »), Infos internationale.
- PAGE 5 : La Croix-Noire anarchiste en France, Communiqué ABC, « Justice de classe quand tu nous tiens... », Communiqué d'après manif.
- PAGE 6 : Le harcèlement sexuel au travail, Force ouvrière discours de vigueur, Nouvelles du front.
- PAGE 7 : L'actualité du mois en dessins (Sygar, Gourdon & Voyer), Ciné sélection : « Latino Bar », « Le Griffonnage ».
- PAGE 8 : Télé sélection : *Femmes de fleury - Prière de réinsérer*, Infos FA.